



REGLEMENT INTERIEUR

Rentrée 2023/2024

Présenté au CA du 26-06-2023

PRÉAMBULE

Le collège « Les Capucins » est un Établissement Public Local d'Enseignement dans lequel chaque élève doit pouvoir, dans le cadre de sa formation, trouver accès à l'instruction, à l'éducation, à la culture et s'exercer à la vie en société et à l'usage de la citoyenneté afin de devenir un adulte éclairé et responsable.

C'est une communauté scolaire composée des personnels, des élèves et de leurs parents qui est régie par un règlement intérieur. Celui-ci, dans le respect de hiérarchie des normes, se fonde sur les valeurs et les textes de la République Française et du service public d'éducation.

*Le collège est un établissement **laïc**, le principe de **neutralité** y est strictement appliqué. La scolarité y est **obligatoire** jusqu'à 16 ans et **gratuite**.*

Le règlement intérieur fixe les droits et les obligations de l'ensemble de la communauté scolaire ainsi que les règlements d'organisation de l'établissement. L'inscription de l'élève au collège implique le respect du règlement intérieur qui s'applique sur tous les temps et lieux d'encadrement de l'élève.

Conformément à la réglementation, il est annuellement réexaminé par le conseil d'administration.

Les élèves sont placés sous la responsabilité et donc sous l'autorité des adultes qui les encadrent. À ce titre l'autorité des professeurs et des personnels est, au-delà d'eux-mêmes, celle de l'institution scolaire et de l'État.

AVANT PROPOS : CARNET DE CORRESPONDANCE

Propriété de l'établissement, le carnet de correspondance est destiné à l'échange régulier des informations entre les familles et le collège. C'est un document officiel et administratif, il n'est pas personnalisable.

Ce carnet est contrôlé périodiquement par le professeur principal et le service de vie scolaire et doit être consulté et signé régulièrement par la famille.

*En cas de perte et de dégradation, la famille doit **obligatoirement** payer un nouveau carnet.*

Chaque élève en est responsable, doit l'avoir constamment en sa possession et doit le présenter à la demande de tout adulte de l'établissement. L'élève doit y porter lui-même toutes les informations qu'on lui demande d'y inscrire.

Toute irrégularité, modification, falsification ou non présentation constitue un manquement au règlement intérieur et fait l'objet d'une punition ou d'une sanction.

Le carnet de correspondance est obligatoire pour entrer et sortir du collège. Les élèves devront présenter leur carnet de correspondance au portail pour pouvoir quitter l'établissement.

En cas d'oubli, un formulaire de remplacement ponctuel sera remis à l'élève et celui-ci quittera l'établissement à 17h45. En cas d'oublis répétés, l'élève sera puni.

En cas d'oubli systématique, l'élève ne sera pas autorisé à entrer en cours et la famille sera contactée afin de l'amener le plus rapidement possible au collège.



I. Organisation administrative, pédagogique et éducative de l'établissement

A. Horaires d'ouverture et de fonctionnement

Le collège est ouvert de 8h00 à 18h00 les lundis, mardis, jeudis et vendredis et de 8h00 à 16h00 le mercredi.

L'amplitude quotidienne des enseignements obligatoires est limitée à 6 heures de cours par jour pour les élèves de la classe de sixième et, dans la mesure du possible, à 7 heures de cours pour les élèves de cinquième, quatrième et troisième.

Les cours ont lieu, selon l'emploi du temps de chaque classe, de 8 h 10 à 12 h 05, puis de 13 h 30 à 16h30 les lundis, mardis, jeudis et vendredis, et de 8 h 10 à 12 h 05 le mercredi. Le collège ne dispense pas de cours le mercredi après-midi ; le collège reste néanmoins ouvert pour accueillir des élèves dans le cadre de l'UNSS, d'activités périscolaires, et pour la prise en charge d'élèves mis en retenue par le service de Vie scolaire.

Des activités complémentaires peuvent être organisées jusqu'à 17h45 les lundis, mardis, jeudis et vendredis et exceptionnellement jusqu'à 18h00 les lundis, mardis, jeudis et vendredis et de 12h30 à 16h00 le mercredi.

8h00	Ouverture de la grille : Entrée des élèves
8h05	1 ^{ère} sonnerie : montée en cours
8h10	2 ^{ème} sonnerie : installation en classe
8h10 – 9h05	M. 1
9h05 – 10h00	M. 2
10h00 – 10h15	Récréation
10h15 – 11h10	M. 3
11h10 – 12h05	M. 4 Demi-pension
12h05 – 13h20	Demi-pension
13h20	Ouverture de la grille : Entrée des élèves
13h25	1 ^{ère} sonnerie : montée en cours
13h30	2 ^{ème} sonnerie : installation en classe
13h30 – 14h25	S. 1
14h25 – 15h20	S. 2
15h20 – 15h35	Récréation
15h35 – 16h30	S. 3
16h30 – 16h45	Récréation
16h45 - 17h45	S. 4

B. Accès au collège

Les entrées et les sorties des élèves se font par le portail d'accès principal à l'établissement, route de Voisenon. L'accès au parking et aux abords des logements n'est pas autorisé aux élèves.

Le portail du collège sera ouvert au début et à la fin de chaque heure, ainsi qu'en fin de récréation,

Les élèves peuvent être accueillis dans l'établissement en dehors de leurs heures de cours pour y travailler, participer à une activité précise et programmée. Dans le cas contraire, l'accès au collège leur est interdit.

Un service public n'est pas un lieu public : tout accès non autorisé dans l'enceinte du collège ou dans les bâtiments constitue une infraction. L'intrusion est réprimée par la loi.



C. Autorisations de sortie

La présence de l'élève est obligatoire à toutes les heures prévues à l'emploi du temps de la classe. Le régime (externe ou demi-pensionnaire) entraîne le fonctionnement suivant concernant l'autorisation de sortie signée sur le carnet de correspondance par les parents en début d'année scolaire :

- Les externes sont autorisés à sortir après le dernier cours assuré de la ½ journée.
- Les ½ pensionnaires sont autorisés à sortir après le dernier cours assuré de la journée.
- Si l'élève ½ pensionnaire n'a pas cours l'après-midi, il est tenu de prendre son repas au collège.

En fonction de son heure de repas : la sortie est autorisée à 12H05 lors d'une prise de repas à 11H10 et à 13H20 pour un repas à 12H05.

Pour toute sortie exceptionnelle une **demande écrite du responsable légal de l'élève** sera fournie préalablement à la sortie de l'élève et celui-ci sera pris en charge par un adulte : un membre de la famille ou une tierce personne majeure désignée par la famille.

D. Mouvements, récréations et déplacements vers les installations extérieures.

En début de ½ journée, à 8H05, 13H25 ainsi qu'à la fin de chaque récréation à 10H15 et 15H35, dès que la sonnerie retentit, les élèves montent directement devant leur salle de classe habituelle à leur emploi du temps

Aux interclasses sans récréation, les élèves se rendent d'une salle à l'autre dans le respect du plan de circulation sans bruit, chahut ou bousculade. Ils se rangent ensuite à la porte en attendant d'être autorisés par le professeur à entrer en classe.

Pendant les cours, l'élève ne peut se déplacer hors des cours sans être accompagné d'un élève (délégué ou autre) et sans une autorisation écrite du professeur (feuille navette).

Les élèves se rendent rapidement en récréation dans le respect du plan de circulation sans bruit, chahut ou bousculade. Les récréations doivent obligatoirement se dérouler dans la cour.

Les trajets du collège aux installations extérieures se font sous la responsabilité des professeurs ou des personnels missionnés. Les élèves doivent être rangés, se déplacer en bon ordre, sans quitter le trottoir et traverser la chaussée uniquement sur l'ordre d'un accompagnateur. A l'issue de l'activité, les élèves reviennent au collège et ne doivent en aucun cas quitter le groupe.

E. Absences et Retards

Aucun élève ne peut manquer les cours sans motif valable, signifié par la famille. Un récapitulatif des absences et des retards sera indiqué sur le bulletin.

1. Absences

Pour toute absence prévisible, la famille est tenue de solliciter par écrit et au préalable une autorisation d'absence auprès de la direction du collège qui appréciera le bien-fondé de la demande.

Lorsque l'absence est imprévisible (malaise, maladie, accident), les parents doivent en informer le collège le jour même (dès la première heure par téléphone).

À son retour au collège, l'élève doit se présenter au bureau de la vie scolaire muni de son carnet de correspondance sur lequel ses parents auront signé et indiqué le motif et la durée de l'absence avant de se présenter à son premier cours.

Toute absence constatée est signalée à la famille, par SMS, appel ou courrier. En cas d'absences injustifiées répétées, le collège fera un signalement à la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale.



2. Retards

La ponctualité est une obligation. Les retards nuisent à la réussite des élèves et représente un manque de respect à l'égard des professeurs et des autres élèves de la classe. Les retards sont systématiquement saisis sur Pronote par les professeurs ou par le service Vie Scolaire.

Est considéré en retard tout élève qui arrive après que la grille est fermée et que le professeur a fermé la porte de sa salle. Au-delà de 10mn de retard, l'acceptation en cours pourra se faire à l'appréciation du professeur.

Au bout de 3 retards constatés, une punition sera appliquée. En cas de retards trop fréquents, l'élève pourra être retenu le soir même jusqu'à 17h45 après appel à la famille (ou aux responsables légaux).

F. Infirmerie et accidents

En cas de maladie, malaise ou accident, l'élève est conduit à l'infirmerie, muni d'une fiche navette remise par le professeur et visée par le service de vie scolaire. En cas d'absence de l'infirmière scolaire, l'élève sera pris en charge par le service de la vie scolaire.

Les élèves voulant se rendre à l'infirmerie pendant la récréation doivent passer par la vie scolaire afin d'obtenir une fiche navette.

Si cela est nécessaire, l'infirmière, la conseillère principale d'éducation ou le chef d'établissement organisent, en relation avec la famille, le retour de l'élève à son domicile ou sa prise en charge par les secours d'urgence.

En cas d'accident ou d'intervention nécessitant une hospitalisation, il sera fait appel aux services du SAMU ou des pompiers si l'on ne peut joindre immédiatement les parents.

Les parents doivent faire connaître au collège en début d'année, le numéro de téléphone qui permet de les joindre dans les plus brefs délais, ils sont tenus de faire part des modifications éventuelles en cours d'année.

Il est rappelé à l'ensemble des élèves et des responsables légaux que les médicaments, quels qu'ils soient, doivent être déposés à l'infirmerie avec ordonnance justificative. Ils seront pris sous la surveillance de l'infirmière ou de la conseillère principale d'éducation.

Les parents des élèves souffrant d'affections chroniques (asthme, etc.) sont invités à le déclarer au médecin scolaire qui établira si nécessaire un P.A.I (projet d'accueil individualisé) avec la famille.

G. Assurances

Il est vivement recommandé aux familles d'assurer leurs enfants qui peuvent être auteurs ou victimes d'accidents. Il est rappelé qu'une assurance « Responsabilité civile » ne couvre nullement les dommages subis si l'intéressé s'accidente lui-même. Une assurance « Individuelle – Accident » couvrant les risques extrascolaires est obligatoire pour toutes les activités éducatives se déroulant à l'extérieur de l'établissement (sorties et séjours).

H. Tâches scolaires et évaluations

Au collège, en cours, au CDI ou en salle d'étude, les élèves doivent accomplir les travaux écrits et oraux qui leur sont demandés et participer aux évaluations. De même, le travail personnel, effectué en salle d'études ou au domicile, est obligatoire car il est nécessaire à leur réussite.

Chaque professeur, responsable de l'organisation de sa classe, évalue régulièrement les travaux effectués par les élèves, dans le respect des réglementations nationales, et selon les modalités qu'il juge adaptées.

En cas d'absence justifiée, le professeur pourra demander à l'élève de rattraper le contrôle. Si l'absence est injustifiée, elle se traduira par une absence d'évaluation et pourra donner lieu à une punition.



I. Salles multimédia et classe mobile

Les utilisateurs d'intranet, des réseaux et des services multimédias s'engagent à prendre connaissance et à respecter la charte d'utilisation.

J. Suivi de l'élève et orientation

1. Suivi

Dans chaque classe, le professeur principal a pour tâche d'assurer plus particulièrement le suivi des élèves en relation avec leur famille.

Chaque élève dispose d'un cahier de textes sur lequel il inscrit les devoirs et les leçons. L'examen régulier du carnet de correspondance et du cahier de textes par les parents rend le suivi de la scolarité plus efficace.

Par ailleurs, en début d'année scolaire, il est remis à chaque élève ainsi qu'à chaque représentant légal, un identifiant et un mot de passe personnels permettant d'accéder par internet à des informations relatives au contenu des enseignements dispensés, aux leçons et devoirs donnés par les professeurs, ainsi qu'aux événements constatés par le service de vie scolaire.

2. Réception des familles

Des réunions parents-professeurs seront organisées dans le courant de l'année. Les parents ont la possibilité de demander rendez-vous aux professeurs de leur enfant par l'intermédiaire du carnet de correspondance ou de l'ENT.

De même, le/la conseiller (ère) principal (e) d'éducation, l'assistante sociale, l'infirmière scolaire, et le médecin scolaire, ainsi que la Psychologue de l'Education Nationale (Psy EN) sont à la disposition des familles et des élèves sur rendez-vous.

3. Conseils de classes et bulletins semestriels

A la fin de chaque semestre, le conseil de classe se réunit pour examiner la situation de la classe puis de chaque élève afin de prendre connaissance de ses acquisitions, progrès et difficultés éventuelles, des activités qu'il a mis en œuvre dans le cadre de l'accompagnement personnalisé, des parcours éducatifs et des enseignements pratiques interdisciplinaires et enfin de le conseiller dans ses choix d'études ultérieurs.

Dès qu'il apparaît qu'un élève risque de ne pas maîtriser certaines connaissances et compétences attendues à la fin d'un cycle, l'équipe pédagogique définit et met en œuvre, sous la coordination du professeur principal, un programme personnalisé de réussite éducative qui doit faciliter ses apprentissages.

Les comportements positifs à l'égard du travail scolaire ou les comportements civiques peuvent être valorisés par une annotation dans le carnet de correspondance (mérite) et/ou en pied de bulletin par tout membre de l'équipe pédagogique et éducative.

Sur proposition du conseil de classe, le chef d'établissement ou son représentant, peut prononcer en tant que président du conseil de classe des « récompenses ». Elles peuvent être attribuées aux élèves lors de chaque conseil périodique. Ce système de récompenses est mis en place afin de pousser les élèves à affirmer tout leur potentiel :

- **Les encouragements** : Cette récompense ne repose pas sur une notation particulière mais plutôt sur une attitude de l'élève face au travail
- **Les compliments** : Bon niveau d'ensemble -Attitude positive
- **Les félicitations** : Travail très satisfaisant-Très bonne conduite
- **Le tableau d'honneur** : Excellence dans le travail, les résultats et la conduite



De la même manière, lors du conseil de classe des mesures de prévention et d'accompagnement peuvent être prononcées signifiant un manque d'effort dans le travail scolaire et/ou dans l'attitude ainsi que le manque assiduité ou de ponctualité relevés pendant le semestre évalué :

- Mise en garde Travail -
- Mise en garde Comportement
- Mise en garde Assiduité – Ponctualité
- Le contrat de progrès : L'élève rencontre des difficultés dans son travail ou son attitude. Le contrat de progrès signifie qu'il s'engage à progresser. Ses professeurs l'aident en lui fixant des objectifs.

Ces mesures ne sont pas susceptibles d'appels.

Les parents sont informés des résultats de leur enfant par un bulletin qui leur sera remis en mains propres après chaque conseil de classe par le professeur principal ou en cas d'empêchement majeur adressé par voie postale.

Les documents concernant la scolarité de l'élève doivent être conservés et archivés par la famille ; ils peuvent être également consultés à partir d'Educonnect.

K. Centre de Documentation et d'Information (CDI) et salle d'étude

Le CDI est un lieu de lecture, de recherche et de travail, qui peut accueillir 19 élèves. Il est accessible aux élèves n'ayant pas cours, après inscription auprès du personnel de la vie scolaire chargé de la salle d'étude. Les élèves s'engagent à y venir une heure, dans le calme. Ils peuvent emprunter jusqu'à deux livres pour 15 jours.

En cas de perte, de dégradation ou de non restitution de matériels ou livres prêtés, la réparation totale ou partielle du dommage causé peut être demandée aux familles.

La salle d'étude est **une salle de travail** réservée aux permanences régulières (heures libres dans l'emploi du temps) ou aux permanences occasionnelles (suppression de cours ou absence d'un professeur).

L. Manuels scolaires

L'établissement met à la disposition de l'élève, à titre gratuit, les manuels scolaires pour l'année scolaire. Ceux-ci doivent être couverts dès réception.

Il appartient à l'élève ou à sa famille de signaler, au moment de la prise en charge, toute dégradation anormale des ouvrages reçus. Le collège garde trace de ce constat par le moyen le plus approprié.

Le collège facture à la famille la perte au prix de remplacement voté au CA, ainsi que les livres non rendus.

Le service de gestion du collège facture à la famille les dégradations anormales constatées en cours d'année, avec la collaboration du professeur documentaliste et de la Vie Scolaire.

M. Activités diverses

1. Accompagnement personnalisé

L'accompagnement personnalisé est **obligatoire**.



2. Accompagnement éducatif

Une offre d'activités culturelles et sportives peut être également communiquée aux familles en début d'année. Ces activités pourront être organisées jusqu'à 18h.

L'inscription se fait à la demande des parents ou sur conseil des professeurs. L'élève inscrit doit être présent obligatoirement au même titre qu'un cours.

2.1 Dispositif « DEVOIRS FAITS »

Chaque élève peut en bénéficier, selon ses besoins et en fonction des difficultés rencontrées. Un enseignant ou un personnel éducatif peut dans le cadre d'un entretien proposer ce dispositif gratuit. Une fois inscrit dans le dispositif « Devoirs Faits », la présence est obligatoire. Sous réserve de l'acceptation du professeur référent les élèves non-inscrits peuvent se présenter sur un créneau. Seule l'assiduité permet de progresser.

Dans le cas où un élève est positionné sur un créneau Devoirs Faits en fin d'après-midi, sur demande de la famille de l'élève, il peut rentrer chez lui à sa dernière heure de cours et revenir au collège pour le créneau sur lequel il est inscrit sinon il attendra en permanence.

Le dispositif devoirs faits, est obligatoire 1h/semaine pour les élèves de 6^{ème} à compter de la rentrée 2023-2024.

3. Les activités de l'association sportive scolaire

L'association sportive fonctionne hors du temps scolaire : le mercredi après-midi et / ou sur le temps du midi. Les personnels du collège peuvent être amenés, dans le cadre d'activités pédagogiques, sportives et scolaires, à transporter les élèves dans leur véhicule personnel avec l'autorisation écrite des parents et accord du chef d'établissement.

N. Séquences d'observation en milieu professionnel (circulaire 1996)

Toute séquence d'observation en milieu professionnel et/ou stage, pendant le temps scolaire (hors vacances), fait obligatoirement l'objet d'une convention entre l'élève, la famille, l'entreprise d'accueil et le collège (décret 2003-812 du 26/08/2003). Pendant cette période, l'élève conserve le statut scolaire.

II. Obligations et droits des élèves

A. Obligations des élèves

1. Devoir de respect

Le respect est à la fois un devoir et un droit pour chaque membre de la communauté scolaire qui contribue à l'instauration d'un climat de confiance et de coopération indispensable à l'éducation et au travail.

Toutes les formes de racisme, d'antisémitisme, d'homophobie, de sexisme ou toute autre forme de discrimination sont proscrites. Il en va de même pour les harcèlements portant atteintes à la dignité de la personne, les propos injurieux et diffamatoires.

De même, les attitudes provocatrices, les différentes formes de violences verbales, physiques, psychologiques ou morales, les comportements susceptibles de constituer des pressions sur d'autres membres de la communauté éducative, de perturber le bon déroulement des activités d'enseignement ou de troubler l'ordre dans l'établissement sont interdits.



2. Laïcité

Conformément aux dispositions de l'article L 141-5-1 du code de l'Éducation, le port de signes ou de tenues par lesquelles les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.

Lorsqu'un élève méconnaît l'interdiction posée à l'alinéa précédent, le chef d'établissement organise un dialogue avec cet élève avant l'engagement de toute procédure disciplinaire.

3. Obligation d'assiduité et de ponctualité

Elle consiste pour les élèves à accomplir l'ensemble des tâches inhérentes à leur scolarité :

- obligation d'assister aux cours fixés par l'emploi du temps,
- obligation d'accomplir son travail en classe et à la maison,
- obligation de se soumettre à tous les contrôles d'évaluation des connaissances,
- obligation d'assister aux séances d'information portant sur leur scolarité.

À l'obligation d'assiduité s'ajoute l'obligation de ponctualité : chacun doit respecter les horaires du collège.

4. Obligations inhérentes à la vie scolaire

Le collège est un lieu de travail, en conséquence

a) Tenue des élèves

L'élève s'engage à :

- observer les règles élémentaires de l'hygiène, de la politesse et de la décence,
- respecter tout adulte et camarades afin que les cours se déroulent dans de bonnes conditions.
- porter une tenue vestimentaire correcte et adaptée dans le cas d'une évacuation de bâtiment (les claquettes, tongs et talons -hauts ou compensés- sont interdits) ou susceptibles de mettre en cause la sécurité des personnes. Le port de tout couvre-chef est interdit dans les locaux couverts de l'établissement.
- respecter la propriété, qu'elle soit collective ou individuelle. Vol et dégradation sont passibles de sanctions.
- ne pas apporter de nourriture et de boissons au collège (sauf demande de la part spécifique du chef d'établissement).
- s'interdire strictement la fraude et l'usage de faux.
- veiller à la sauvegarde des locaux, du mobilier, des matériels et documents mis à leur disposition.
- être équipé d'un sac d'école léger et solide : le sac de ville, le sac à main en guise de cartable, ainsi que la sacoche (ou pochette) sont interdits.

b) Sécurité

Il est indispensable de respecter les consignes de sécurité lors des exercices d'évacuation.

Il est interdit, sous peine de sanctions graves, d'apporter au collège, des objets ou des produits dangereux, armes de tout genre, couteaux, cutters, briquets, bombes lacrymogènes, lasers ...

Il est interdit, sous peine de sanctions graves, de transporter, consommer au collège, des substances dangereuses pour la santé, boissons alcoolisées, drogues.



La vente et la consommation des boissons énergisantes sont interdites dans l'établissement scolaire et lors des sorties scolaires. En cas de prises de médicaments justifiées par ordonnance, les médicaments doivent être confiés aux infirmières.

Il est déconseillé d'apporter des objets de valeur (bijoux, vêtements, argent etc....) Le collège ne saurait en aucun cas être tenu responsable des pertes, vols ou dégradations.

b-1) Conduites à tenir en cas de crise sanitaire

En cas de crise sanitaire, l'établissement s'applique à mettre en place les dispositions nécessaires à l'application du protocole sanitaire du moment auprès des élèves, des adultes travaillant au collège mais aussi des personnes extérieures au collège. Une information sera faite aux familles pour leur en indiquer les modalités d'application.

b-1)a PLAN PARTICULIER DE MISE EN SECURITE - Incendie

Dans tous les cas, il est demandé aux responsables légaux de ne pas venir au collège pour ne pas freiner l'action des secours.

En cas d'incendie, appliquer simultanément et rapidement les consignes suivantes :

Donner l'alarme

Prévenir la Direction

Au signal d'alarme, dans l'ordre et le calme, chaque classe doit évacuer les locaux sous la responsabilité de son professeur et gagner le point de ralliement. (voir les différents plans affichés dans les locaux).

Hors urgence, pour ne pas mettre les autres en danger, il est interdit d'actionner les dispositifs d'alarme et les extincteurs. Tout acte de malveillance est soumis à une sanction disciplinaire.

b-1)b PLAN PARTICULIER DE MISE EN SECURITE « Risques Majeurs »

En cas de risques majeurs, le PPMS « Risques Majeurs » est activé et le confinement est mis en oeuvre dans les zones de sécurité retenues.

b-1)c PLAN PARTICULIER DE MISE EN SECURITE « Attentat Intrusion »

En cas d'intrusion, le PPMS « Attentat Intrusion » est activé et mis en oeuvre.

Des exercices de confinement et d'intrusion auront lieu dans le courant de l'année scolaire, au même titre que les exercices d'évacuation incendie : ces exercices de prévention sont rendus obligatoires.

En cas de dégradations ou de non-respect des moyens de protection entraînant la mise en danger des autres, le régime des sanctions s'applique.

c) Outils de communication

- L'utilisation ou la manipulation d'appareils permettant l'enregistrement de sons ou d'images dans les classes, lieux de vie scolaire et lors de sortie scolaire est interdite en dehors d'un encadrement pédagogique et éducatif. En cas d'utilisation, l'élève s'expose à une punition ou une sanction. L'appareil sera remis au responsable légal de l'élève.



- Conformément à la loi du 3 août 2018, l'utilisation ou la manipulation d'un téléphone mobile ou de tout autre équipement terminal de communication électronique (tablette, montre connectée, console de jeux, ...) par un élève est interdite dans l'établissement et durant les activités d'enseignement qui ont lieu hors de l'établissement scolaire (gymnase, plateaux sportifs, sortie scolaire, ...) à l'exception des usages clairement signalés par un personnel de l'établissement et autorisé par le chef d'établissement.

Le non-respect de cette interdiction entraînera la confiscation du téléphone mobile ou de l'équipement terminal de communication électronique et pourra faire l'objet d'une punition ou d'une sanction. Afin de favoriser l'appropriation du règlement intérieur, l'objet confisqué sera restitué à l'élève en présence d'un responsable légal.

L'utilisation de dispositifs médicaux associant un équipement de communication est autorisé sous réserve de s'inscrire dans le cadre d'un projet personnalisé de scolarisation (PPS) ou d'un projet d'aide individualisé (PAI).

d) Interdiction de fumer

Depuis le 1er février 2007, il est totalement interdit de fumer dans les enceintes (bâtiments et espaces couverts) des établissements. Au collège « Les Capucins », cette interdiction s'applique dans les bâtiments, les espaces extérieurs et sur le parking de l'établissement.

B. Droits des élèves

1. Droit au respect

L'exercice des droits individuels ou collectifs des élèves repose sur le respect des principes de laïcité et de neutralité politique, idéologique et religieuse, ainsi que sur le respect d'autrui, dans sa personnalité et ses convictions.

2. Droit à l'éducation

La loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République du 8 juillet 2013 assigne à la scolarité obligatoire un objectif central : garantir à chaque élève les moyens nécessaires à **l'acquisition d'un socle commun de connaissances, de compétences et de culture**, auquel contribue l'ensemble des enseignements dispensés au cours de la scolarité. Le socle doit permettre la poursuite d'études, la construction d'un avenir personnel et professionnel et préparer à l'exercice de la citoyenneté.

3. Droit de réunion et d'expression

Le chef d'établissement peut autoriser, sur demande motivée des délégués d'élèves, la tenue de réunions, selon les conditions définies par l'article R 511-10 du Code de l'éducation.

Dans le respect du pluralisme et du principe de neutralité, les élèves disposent de la liberté d'information (orientation, scolarité ...) et de la liberté d'expression. L'exercice de ces libertés ne peut porter atteinte aux activités d'enseignement et doit se faire dans le respect de tous les membres de la communauté scolaire.

Les délégués des élèves sont les représentants des élèves, élus par eux, dans chaque classe. A ce titre ils disposent d'un certain nombre de droits :

- de siéger et d'intervenir au conseil de classe, au conseil d'administration,
- de participer au moins une fois par trimestre à la réunion des délégués du collège,
- à une formation les préparant à leurs rôles,
- de démissionner (droit permanent),
- de demeurer délégué après une sanction
- de recevoir et de diffuser de l'information auprès de leurs camarades.



À ces droits, correspondent des devoirs :

- Consulter régulièrement leurs camarades,
- Participer à la formation des délégués,
- Préparer les conseils de classe, conseils d'administration.

III. Les Mesures disciplinaires

Les fautes et manquements aux règles de vie du collège exposent leurs auteurs à des punitions ou des sanctions dont la gravité et la nature doivent refléter celles de leur faute.

Une procédure de suivi du comportement de chaque élève pourra être instituée. Elaborée par l'équipe pédagogique et éducative, elle sera incluse au projet d'établissement et soumise au conseil d'administration.

La réglementation scolaire distingue les punitions scolaires des sanctions disciplinaires.

A. Punitions scolaires

Considérées comme des mesures d'ordre intérieur, elles peuvent être prononcées par les personnels de direction, d'éducation, de surveillance et par les enseignants ; elles pourront également être prononcées sur demande d'un autre membre de la communauté éducative, par les personnels de direction et d'éducation.

Pourront être prononcées les punitions scolaires suivantes :

- La réprimande orale,
- L'inscription sur le carnet de correspondance,
- L'excuse orale ou écrite,
- Le devoir supplémentaire,
- La retenue pour faire un devoir supplémentaire ou un devoir ou un exercice non fait,
- L'exclusion ponctuelle d'un cours : elle est justifiée par un manquement grave et doit demeurer tout à fait exceptionnelle. Elle s'accompagne nécessairement d'une prise en charge de l'élève dans le cadre d'un dispositif prévu à cet effet et connu de tous les enseignants et personnels d'éducation.

Ces deux dernières punitions doivent faire l'objet d'une information écrite au chef d'établissement ou à la vie scolaire.

Sont proscrites :

- Toute forme de violence physique ou verbale, toute attitude vexatoire, humiliante ou dégradante à l'égard d'un élève,
- Une baisse de note ou un zéro en raison du comportement d'un élève ou d'une absence injustifiée.

B. Sanctions, instances et procédures disciplinaires

Le **chef d'établissement** : il lui revient d'apprécier, s'il y a lieu, d'engager des poursuites disciplinaires à l'encontre d'un élève. Le chef d'établissement peut prononcer seul, c'est à dire sans réunir le conseil de discipline, les sanctions suivantes :

- L'avertissement,
- Le blâme,
- La mesure de responsabilisation consiste à participer, en dehors des heures d'enseignement, à des activités de solidarité, culturelles ou de formation ou à l'exécution d'une tâche à des fins éducatives pendant une durée qui ne peut excéder vingt heures. Elle peut être proposée comme une alternative à une sanction d'exclusion temporaire et est subordonnée à la signature d'un engagement par l'élève à la



réaliser. Celle-ci peut être exécutée au sein de l'établissement ou en dehors, au sein d'un organisme public ou associatif, après accord du représentant légal et signature d'une convention.

- L'exclusion temporaire de la classe dite « inclusion »
- L'exclusion temporaire d'un à huit jours de l'établissement ou d'un service annexe (demi-pension, par exemple).

En dehors de l'avertissement et du blâme, une sanction peut être assortie d'un sursis partiel (hors exclusion définitive) ou total.

Lorsqu'une sanction est prononcée avec un sursis partiel ou total, celui-ci a pour effet de ne pas rendre la sanction immédiatement exécutoire. Pendant un délai spécifié, avec l'aide éventuelle de personnel de l'établissement, l'élève peut témoigner ainsi de ses efforts de comportement. Toute nouvelle atteinte au règlement intérieur suppose un nouvel examen de l'autorité disciplinaire.

La composition du **conseil de discipline** est fixée par le code de l'éducation.

Lorsque le chef d'établissement, saisi par écrit d'une demande de convocation du conseil de discipline émanant d'un membre de la communauté éducative, décide de ne pas engager de procédure disciplinaire, il lui notifie sa décision motivée.

Sur rapport du chef d'établissement, le conseil de discipline peut prononcer toutes les sanctions et mesures inscrites au règlement intérieur. Il est par contre seul compétent pour prononcer l'exclusion définitive de l'établissement.

C. Dispositifs alternatifs d'accompagnement des punitions et sanctions

1. Commission éducative

Présidée par le chef d'établissement ou son représentant, la commission éducative est composée du professeur principal, de la conseillère principale d'éducation, de l'assistance sociale, de l'infirmière scolaire, de plusieurs professeurs de la classe susceptibles de mieux appréhender la situation de l'élève concerné et d'un parent d'élève. Elle peut, après avoir entendu un élève dont le comportement est inadapté aux règles de vie dans l'établissement, proposer des mesures alternatives, de prévention, de réparation ou d'accompagnement ou demander que soit prononcée une sanction.

2. Mesures de prévention

Il s'agit de mesures visant à prévenir un comportement fautif ou dangereux ou à éviter sa récurrence ; ce peut être par exemple :

- La confiscation d'un objet dangereux ou interdit,
- L'obtention d'un engagement écrit de l'élève sur des objectifs précis en matière de travail ou de comportement,
- La mise en œuvre d'une fiche de suivi,
- La mise en œuvre d'un tutorat par un personnel de l'établissement,
- Equipe éducative - Réunie à l'initiative du professeur principal, elle a pour objectif d'accompagner l'élève pour adopter un comportement qui l'amène vers la réussite scolaire. Elle est composée des membres de l'équipe pédagogique de la classe et d'éventuels invités de la communauté éducative.
- Une demande d'admission dans un dispositif relais.
- Mesure de sauvegarde et d'éloignement : lorsque qu'un élève n'est pas en mesure de rester dans l'établissement pour des raisons qui portent atteinte à la sérénité de l'établissement, le chef



d'établissement peut demander au représentant légal ou la personne en charge de l'enfant devenir le récupérer afin d'assurer la sécurité du collectif.

Face à une situation grave et par mesure conservatoire le chef d'établissement peut interdire l'accès de l'établissement à un élève ou à un adulte.

Cette mesure n'est pas inscrite au dossier de l'élève.

3. Mesures de réparation

Travail d'intérêt collectif : peut être proposé pour les actes de dégradations ou de perturbation volontaire du fonctionnement de l'établissement. Il doit avoir un lien avec le manquement de l'élève dont il sera fait mention dans le document écrit proposé aux responsables de l'élève concerné.

En cas de refus du travail d'intérêt collectif, l'intéressé sera prévenu qu'il lui sera fait application d'une sanction disciplinaire. En cas de dégradation volontaire de matériel, de destruction ou de perte de matériel au détriment du collège, la réparation du dommage causé sera à la charge de la famille avertie par courrier ou convoquée (paiement immédiat en dehors de la facturation habituelle).

Ces mesures ne doivent comporter aucune tâche dangereuse ou humiliante. L'accord de l'élève et de ses parents doit être préalablement recueilli.

4. Les mesures d'accompagnement de la sanction

En partenariat avec la Communauté d'agglomération de Melun Val de Seine (CAMVS) et l'Association de Prévention de l'Agglomération Melunaise (APAM), l'établissement pourra mobiliser, après avoir reçu l'accord des familles, le dispositif « **Alternative Suspension** ». Une convention individuelle précisera l'engagement des différentes parties. Ce dispositif permet, en vue de prévenir le décrochage scolaire, de proposer aux élèves exclus de l'établissement pour une durée de 3 à 5 jours un accueil et une prise en charge qui permettront d'assurer la continuité de leurs apprentissages et de préparer leur réintégration au sein de l'établissement.

D. Suivi des punitions et sanctions

1. Relevé des punitions et des sanctions

La conseillère principale d'éducation tiendra à jour un relevé des punitions infligées aux élèves des classes dont elle a la charge, comportant la punition prononcée et son motif.

L'établissement tiendra à jour un registre des sanctions disciplinaires prononcées comportant l'énoncé des faits, les circonstances et les mesures prises à l'égard d'un élève

2. Dossier administratif de l'élève

Toute sanction disciplinaire constitue une décision nominative qui doit être versée au dossier administratif de l'élève. Ce dossier peut être consulté à tout moment par l'élève ou ses parents.

L'avertissement est effacé du dossier administratif de l'élève à l'issue de l'année scolaire. Le blâme et la mesure de responsabilisation sont effacés du dossier administratif de l'élève à l'issue de l'année scolaire suivant celle du prononcé de la sanction. Les autres sanctions, hormis l'exclusion définitive, sont effacées du dossier administratif de l'élève à l'issue de la deuxième année scolaire suivant celle du prononcé de la sanction.



Annexe 1 : règlement de l'éducation physique et sportive (EPS)

Le règlement de l'établissement s'applique aussi dans le gymnase. En outre, tout manquement à ce règlement entraînera des sanctions allant du simple avertissement jusqu'à l'exclusion définitive de l'établissement (en cas de problème grave).

En cas de dégradation volontaire de matériel, une contribution financière pourra être demandée à la famille.

Le cours d'EPS : obligatoire, il sera agréable et efficace si certaines règles sont respectées :

- La tenue de sport complète, correcte et adaptée est indispensable à l'activité et permet de remédier aux problèmes liés aux conditions atmosphériques, à l'hygiène des individus et des structures. (chaussures de sport propres, amenées dans un sac, réservées au gymnase ; survêtement ou short ; éventuellement un tee-shirt de change ; les cheveux sont attachés et le port de bijoux durant l'activité est interdit).
- Le temps laissé aux élèves pour se changer sera limité à 5 minutes après l'entrée du dernier enfant dans les vestiaires. Au bout de 5 minutes les élèves doivent être assis devant le professeur, carnet déposé auprès de lui.
- Les lacets des chaussures sont attachés et serrés (il en va de la sécurité de chaque élève).
- Les objets de valeurs ou dangereux sont proscrits (il y aura confiscation systématique des objets en question).
- Les locaux (salle d'activité, gymnase, plateau extérieur ne sont accessibles qu'avec le professeur. De la même manière, le retour au collège ne s'effectue que lorsque le professeur le décide. (les élèves attendent leur professeur jusqu'à ce que ce dernier donne l'autorisation de repartir en groupe au collège)
- L'accès à la réserve scolaire de matériel est strictement interdit sans l'autorisation de l'enseignant.
- Les déplacements se font alors en groupe ordonné et encadré par le professeur. Quand plusieurs classes se rendent au gymnase ensemble, un enseignant est devant et l'autre derrière. Les élèves ne doivent pas être derrière le dernier enseignant.

L'attitude : pour mon propre bien, comme pour celui des autres, je m'engage à :

- Respecter les locaux et le matériel. Toute dégradation volontaire ou par négligence des consignes entraînera une procédure de réparation à la charge de la famille ou des fautifs !
- Respecter mes camarades, mes professeurs, les gardiens...
- Respecter les règles de sécurité et les consignes données par le professeur.
- En dehors de mes créneaux encadrés par mon professeur, l'accès aux différentes structures sportives est interdit.

Les inaptitudes physiques :

- Toute inaptitude est accompagnée d'un certificat médical daté et signé par le médecin (utiliser le modèle fourni par le collège). Celui-ci doit être donné au professeur d'EPS et à la vie scolaire.
- En cas d'inaptitude inférieure ou égale à 15 jours, j'assiste aux cours et je participe à des tâches d'observation, d'organisation ou à une pratique physique adaptée. Pour celle supérieure à 15 jours, l'élève est autorisé à rester à la maison ou au collège après régularisation à la vie scolaire.
- Les inaptitudes longues durées seront soumises au contrôle du médecin scolaire.
- Les problèmes de santé sont à signaler immédiatement au professeur d'EPS de manière à ce qu'il règle son intervention (asthme par exemple).

L'évaluation : chaque cycle est noté sur 20 points.



Comme les autres enseignements, l'EPS est obligatoire, évaluée et participe à l'obtention du diplôme national du brevet. Les élèves sont évalués selon les programmes nationaux au travers de capacités, attitudes et connaissances dans les activités physiques.

Annexe 2 : règlement départemental de la restauration scolaire

Le règlement départemental de la restauration scolaire définit les conditions générales et les modalités de fonctionnement du service de restauration des collèges publics de Seine-et-Marne. Chaque élève souhaitant déjeuner à la demi-pension ainsi que son représentant légal, doivent prendre connaissance de ce règlement et s'engager à le respecter. Ce document est consultable en version numérique sur le site du Département (www.seine-et-marne.fr), sur le site du collège (<http://clg-capucins-melun.fr>) ou en format papier auprès de l'administration du collège.

- J'ai pris connaissance de l'ensemble des règles de la restauration scolaire et m'engage à les respecter

Signature de l'élève :

- J'ai pris connaissance de l'ensemble des règles de la restauration scolaire et m'engage à les respecter

Signature du (des) représentant (s) légal (aux) :



La Charte Informatique et Internet

CHARTRE D'UTILISATION DE L'INTERNET, DES RESEAUX ET DES SERVICES MULTIMEDIA.

RESPECT DE LA VIE PRIVEE, DROIT A L'IMAGE ET DROIT D'AUTEUR

Cette charte s'applique à tout utilisateur, membre du personnel ou élève, accédant aux postes informatiques du collège. Elle précise les droits et obligations que le collège et les utilisateurs s'engagent à respecter, notamment les conditions et les limites des éventuels contrôles portant sur l'utilisation des ordinateurs.

Elle est extraite de la charte officielle établie et recommandée par le ministère de l'Éducation Nationale.

Le chef d'établissement veille au bon respect de la présente charte dans l'établissement.

Respect de la loi informatique et liberté

La loi du 6 janvier 1978 dite « LOI INFORMATIQUE ET LIBERTE » impose à toute entité qui constitue ou opère des traitements sur des fichiers comportant des données nominatives ou personnelles de s'acquitter d'une déclaration ou d'une demande d'avis auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL).

Pour protéger l'intégrité du réseau informatique et maintenir la disponibilité du système d'information, le Département déploie et utilise des outils de surveillance réseau et des outils de gestion et de supervision de parc. Ces outils génèrent des fichiers de « traces » qui font l'objet conformément aux obligations légales de déclarations auprès de la CNIL.

Authentification, accès au réseau informatique pédagogique et gestion des « traces »

Chaque utilisateur dispose d'un compte composé d'un identifiant et d'un mot de passe. Ces informations sont placées sous la responsabilité de l'utilisateur une fois transmises par l'établissement. Elles sont confidentielles et non cessibles.

Désignation	Identifiant	Mot de passe
Accès au réseau de l'établissement		
Accès à l'ENT77		

LES IDENTIFIANTS SONT STRICTEMENT PERSONNELS, ils ne doivent en aucun cas être communiqués, ni à un élève, ni à un adulte.

Tout utilisateur, dès lors où il se connecte au réseau fait l'objet obligatoirement d'une authentification.

S'il est membre de l'annuaire de l'établissement et qu'il se connecte à partir d'une machine référencée, il est automatiquement authentifié. A défaut l'authentification se fait par le biais d'un portail captif.



Chaque connexion fait l'objet d'une « trace » dans un fichier. Toutes les connexions vers Internet sont tracées et les informations suivantes sont collectées : site visité, date, heure, identification du matériel pour se connecter, identifiant de connexion.

Ces fichiers, conformément aux dispositions légales, sont conservés un an maximum et ne sont utilisés qu'à des fins techniques en cas d'incident ou sur demande des autorités dans le cadre d'une procédure judiciaire.

Informations des utilisateurs sur la gestion du réseau des outils de supervision et de surveillance

Le Département met en place des outils qui permettent de consolider l'administration, le contrôle et la supervision du réseau, des postes de travail et des utilisateurs.

✓ Contrôle et sécurisation des flux réseaux

Pour protéger l'intégrité et maintenir la disponibilité du réseau de l'établissement, les flux réseaux font l'objet d'un traitement opéré par la solution de sécurité mise en place par le Département.

Ce dispositif permet de prévenir les attaques, les intrusions et de se prémunir du transit de contenus illicites conformément aux dispositions légales.

A ce titre, les flux chiffrés constituent un point important et spécifique qui appelle une attention particulière.

Afin de garantir les précautions et obligations décrites ci-dessous en matière de protection du réseau, ***un déchiffrement de ces flux est effectué.***

Ces flux étant cryptés entre l'utilisateur et le réseau Internet, la seule possibilité de sécuriser et de contrôler les données est le déchiffrement. Ce mécanisme se fait dans le strict respect de la loi.

Aussi, les données issues des flux bancaires, de protections sociales, de santé et de messagerie (Gmail, Yahoo, hotmail, laposte ...) ne sont pas déchiffrées et le secret des correspondances et le respect de la vie privée est maintenu (pour les autres flux qui sont déchiffrés, aucune trace n'est stockée ou archivée).

✓ Contrôle, supervision des postes et des utilisateurs

X La sécurisation et la supervision des postes

Les postes de travail connectés au réseau informatique pédagogique font l'objet d'une politique de sécurité (restrictions à des accès ou à des fonctionnalités) qui vise à prémunir le système d'information d'éventuelles perturbations ou interruptions.

Les matériels peuvent faire l'objet d'interventions sur site ou à distance lorsque les circonstances le permettent.

X La gestion des salles de classe et la supervision de l'utilisation des postes

Le Département met en place une solution unique de consolidation de l'administration des postes de travail et de supervision de la gestion des salles de classes et de l'utilisation des postes.

Cet outil permet dans une console centrale, accessible uniquement à partir du poste professeur de chaque salle de classe, une visibilité et une surveillance en temps réel sur l'ordinateur ou la tablette de chaque utilisateur. Seule l'activité des élèves, matérialisée par des vignettes, est visible. Les postes professeurs ne sont pas observables.

Cet outil permet de mettre en place des blocages et des restrictions à des fins techniques ou pédagogiques.

Cet outil produit des fichiers de « traces » qui font l'objet d'une déclaration auprès de la CNIL.

Respect de la législation

Sont interdits et pénalement sanctionnés :

- le non-respect des droits de la personne : l'atteinte à la privée d'autrui ; la diffamation et l'injure
- le non-respect des bonnes mœurs et des valeurs démocratiques
- le non-respect de la propriété intellectuelle et artistique : la reproduction, représentation ou diffusion d'une œuvre de l'esprit (par exemple, extrait musical ou littéraire, photographie...) en violation des droits de l'auteur ou de tout autre personne titulaire de ces droits ;
- les copies de logiciels commerciaux pour quelque usage que ce soit (sauf copie de sauvegarde) ;
- la contrefaçon.



Usages du réseau Internet

L'usage du réseau Internet pédagogique est réservé à des activités d'enseignement répondant aux missions de l'Éducation Nationale.

Sont interdits en particulier la consultation des sites pornographiques, les sites présentant toute forme d'apologie (crime, racisme, négationnisme, crimes de guerre), les sites appelant à la haine raciale et d'une manière générale tout site ne respectant pas la législation en vigueur.

Pour des raisons de sécurité, afin d'éviter que les élèves n'aient accès à des informations de nature douteuse, la consultation des sites par les élèves se fait sous la responsabilité d'un adulte.

Contrôles

Le collège se réserve le droit de contrôler toute page Web hébergée sur ses serveurs pour s'assurer du respect de la Charte, et de suspendre l'hébergement des pages en cas d'infraction et notamment si l'utilisateur a diffusé sur ses pages un contenu manifestement illicite.

Le collège se réserve la possibilité de contrôler les sites visités par les élèves pour leur éviter d'accéder à des sites illicites ou interdits aux mineurs, et de vérifier que l'utilisation des services reste conforme aux objectifs cités précédemment.

Il peut également, pour des raisons techniques, analyser et contrôler l'utilisation des services. Il se réserve, dans ce cadre, le droit de recueillir et de conserver les informations nécessaires à la bonne marche du système.

Production de documents

Les documents diffusés sur l'Internet doivent respecter la législation en vigueur en particulier :

- Respect de la loi sur les informations nominatives
- Respect de la neutralité et de la laïcité de l'Éducation Nationale.
- Toute forme de provocation et de haine raciale est interdite
- Toute forme d'apologie (crime, racisme, négationnisme, crimes de guerre) est interdite.
- Respect du code de la propriété intellectuelle : en cas de production de documents sur l'Internet, les textes, les images, les sons doivent être libres de droits ou diffusés avec l'autorisation de leurs auteurs, et avec indication de leur source, conformément aux lois en vigueur. Pour des documents sans mention de copyright et provenant d'autres serveurs Internet, il faut apporter une mention spéciale « Ce document est issu de l'Internet sans mention de source. S'il est soumis à copyright, merci de nous en informer. »

Le chef d'établissement est responsable de l'information mise en ligne par son établissement. Il doit donc assurer avec les membres de l'équipe éducative la validation du contenu de cette information. Les documents produits doivent être signés de leurs auteurs.

Droits concernant l'image, la voix et les productions des élèves

De nombreuses activités pédagogiques conduisent les personnels du collège à enregistrer la voix des élèves, à réaliser des photographies ou des vidéos sur lesquelles des élèves peuvent être identifiés.

Conformément à la réglementation relative au droit à l'image, une autorisation écrite doit être sollicitée auprès du responsable légal de l'enfant, pour la prise de vue mais aussi pour la diffusion de ces images sur un support papier ou numérique. De même, la diffusion des productions d'élèves ou d'enregistrements sonores doit être autorisée.

Ces diffusions s'effectueront sans aucune contrepartie financière.

Pour tout projet important, pour les photographies de classe et individuelles, une autorisation spéciale sera sollicitée.



Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2004 relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant au Collège Les Capucins de Melun.

Engagements de l'utilisateur

L'utilisateur s'engage à n'utiliser le service que pour un objectif pédagogique et éducatif.

Il est responsable de l'emploi des ressources informatiques dont il a l'usage.

Il a aussi la charge, à son niveau, de contribuer à la sécurité générale.

En particulier il s'engage à :

- respecter la législation en vigueur (notamment lois relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, respect des bonnes mœurs et des valeurs démocratiques, propriété littéraire et artistique)
- ne pas utiliser de programmes destinés à contourner la sécurité ou saturer les ressources
- ne pas introduire de programmes nuisibles (virus ou autres)
- ne pas effectuer des actes de piratage extérieurs ou intérieurs à l'établissement
- ne pas modifier la configuration des machines
- ne pas lire, modifier, copier ou détruire d'autres fichiers que ceux qui lui appartiennent en propre, directement ou indirectement
- ne pas effectuer de copies de logiciels ou CD commerciaux
- ne pas effectuer de téléchargements illégaux.

Il accepte que le collège dispose des informations nécessaires pour faire fonctionner le réseau et prenne toutes mesures urgentes pour stopper la perturbation éventuelle de ses services, y compris en stopper l'accès en cas d'utilisation excessive ou non conforme à son objectif pédagogique et éducatif.

Sanctions

La charte ne se substituant pas au règlement intérieur de l'établissement, le non-respect des principes établis ou rappelés par la charte pourra donner lieu à une limitation ou à une suppression de l'accès aux services, et aux sanctions disciplinaires prévues dans le règlement intérieur de l'établissement.

L'usage d'appareils permettant l'enregistrement de sons ou d'images (téléphones portables, lecteurs MP3, *appareils photo* –liste non exhaustive–) dans les classes et lieux de vie scolaire est interdit *en dehors d'un encadrement pédagogique et éducatif*.

Toute utilisation sans autorisation ou atteinte à l'image, toute information à caractère diffamatoire, injurieux, obscène, offensant, violent, pornographique, susceptibles par leur nature de porter atteinte au respect de la personne humaine et de sa dignité ou d'inciter à la violence politique, raciste ou xénophobe, tout message présentant sous un jour favorable le banditisme, le vol, la haine ou tous actes qualifiés de crimes ou délits, ou de nature à inspirer ou entretenir les préjugés ethniques ou discriminatoires, quel qu'en soit le support, tombent sous le coup d'une sanction civile ou pénale.

Règlement intérieur et annexes adoptés en Conseil d'Administration le 26/06/2023,

Le Chef d'établissement,

Lu et approuvé,

L'utilisateur (nom, prénom de l'élève)

Signature des représentants légaux